

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 7 janvier 2026

Nos réf. : SAU/CL/MT n° 26-1

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KRONPRINZ S.A.S.

5, Avenue du Président René Coty - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701965

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 novembre 2025 dans l'établissement KRONPRINZ S.A.S. implanté 5, Avenue du Président René Coty - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. L'inspection a été annoncée le 1^{er} octobre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les rejets des ICPE sont soumis à des limites de concentration et/ou de flux fixées par des arrêtés préfectoraux ou ministériels. Les exploitants doivent respecter ces seuils et transmettre leurs données de suivi des rejets à l'aide de deux outils : GIDAF, pour les données d'autosurveillance, et GEREP, pour la déclaration annuelle des émissions polluantes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KRONPRINZ S.A.S. (ex ACCURIDE)
- 5, Avenue du Président René Coty - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701965
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine installée depuis 1957, l'activité du site ACCURIDE WHEELS consiste en la fabrication de roues en tôle, à destination notamment des constructeurs automobiles.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Compteurs d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi de la consommation d'eau et les déclarations de l'exploitant n'appelle pas de remarque particulière à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compteurs d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15								
Thème(s) : Autre, Suivi de la consommation d'eau								
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».								
Constats : L'exploitant assure un suivi des consommation d'eau quotidien avec le logiciel « Birdz ». Il effectue un relevé journalier qu'il reporte dans un registre informatique de suivi de la consommation d'eau par mois. L'inspection relève les consommation d'eau suivantes (m ³) : de janvier 2025 à novembre 2025 <table><tr><td>2024 : 54 709</td><td>2023 : 53 802</td></tr><tr><td>2022 : 54 164</td><td>2021 : 63 006</td></tr><tr><td>2020 : 43 350</td><td>2019 : 72 061</td></tr><tr><td>2018 : 82 821</td><td>2017 : 87 107</td></tr></table> Par ailleurs, il est noté une baisse de la consommation d'eau de -34 % depuis le 1 ^{er} janvier 2018. Ceci est une clause d'exclusion qui fait que l'installation n'est pas soumise aux actuels arrêtés relatifs aux restrictions en cas de sécheresse. L'exploitant déclare avoir des difficultés d'accès aux applications permettant les déclarations. Le 2 décembre 2025, les droits d'accès ont été attribués permettant de se connecter à GEREPE et GIDAF, et même attribuer des droits à ses collègues. Le suivi de la consommation d'eau et les déclarations de l'exploitant n'appellent pas de remarque particulière à ce stade.	2024 : 54 709	2023 : 53 802	2022 : 54 164	2021 : 63 006	2020 : 43 350	2019 : 72 061	2018 : 82 821	2017 : 87 107
2024 : 54 709	2023 : 53 802							
2022 : 54 164	2021 : 63 006							
2020 : 43 350	2019 : 72 061							
2018 : 82 821	2017 : 87 107							
Type de suites proposées : Sans suite								